

Académie de Limoges

Déclaration FSU - UNSA - CFDT au CTPA du 17 janvier 2011

Le CTPA convoqué ce jour est chargé d'examiner la préparation de la rentrée 2011. A travers la mise en œuvre d'un budget de rigueur sans précédent, le Gouvernement fait le choix d'asphyxier encore davantage le service public de l'Education Nationale. La politique dogmatique de "non remplacement d'un fonctionnaire sur deux partant à la retraite" affecte particulièrement notre ministère. Une fois de plus, les personnels du service public d'Education ne sont pas mis en situation de relever le défi de la réussite de tous les élèves. 16 000 suppressions d'emplois sont programmées pour la seule mission « enseignement scolaire », parmi lesquelles 8 967 postes dans le 1er degré, 4 800 dans le second degré et 600 emplois de personnels administratifs. Elles s'ajoutent aux 40 700 emplois supprimés depuis la rentrée 2008. Tous les niveaux d'enseignement sont gravement touchés, tous les personnels sont concernés. Qui plus est, dans un tel contexte, cette année encore, l'inégalité de traitement public/privé est flagrante.

L'académie de Limoges, lourdement taxée depuis plusieurs années, doit rendre 95 emplois dans le second degré, 53 emplois dans le premier degré et 11 emplois de personnels administratifs dans une académie dont la ruralité et le creusement des inégalités socio-économiques sont pourtant établis. Cette politique va se traduire à la prochaine rentrée par une nouvelle aggravation des conditions de travail de tous les personnels et des conditions d'études des élèves. Nous ajoutons à cela nos protestations quant à la transmission finalement très tardive de vos choix de répartition des suppressions de postes dans le premier degré et une information partielle sur vos projets concernant les capacités d'accueil en seconde et en première ce qui constitue une nouveauté dans les Lycées. Cela ne correspond pas à notre conception de la transparence nécessaire à nos travaux. Nous refusons donc de siéger aujourd'hui au CTPA. Nous entendons par là dénoncer la politique de désengagement de l'Etat et affirmer que le service public d'éducation nécessite une autre politique qui ne soit pas fondée sur des réformes accentuant la ségrégation scolaire et sociale et mettant en cause les métiers, les missions et la formation de l'ensemble des personnels.